

VIETNAM

un an après



Santiago, Athènes, Saïgon... Les alliés des Etats Unis sont, partout, des assassins, de sanglantes marionnettes manipulées par les gangsters qui dirigent le plus puissant impérialisme de la planète. S'encombrer de circonlocutions et utiliser des euphémismes pour parler de ces criminels de guerre, c'est refuser toute solidarité avec les opprimés et s'exposer soi-même à être la victime de la plus grande mafia que l'histoire ait produite. Même si l'épuration a été fort limitée, et si, fondamentalement, l'ancien système social a été préservé, l'écroulement du régime nazi a donné lieu en Allemagne à de nombreuses condamnations. Mais justement, il y avait eu écroulement. A Washington, le système demeure intact ; Watergate donne une petite idée de la pourriture au sommet, mais sans remettre du tout en question le système. Les criminels de guerre gouvernent en

toute impunité ; plus que jamais, ils manœuvrent à leur guise les crises monétaires, ou énergétiques, et dictent leur loi au reste du monde : ils n'ont d'ailleurs guère de mal. Brejnev est le meilleur allié de Nixon, à qui Mao souhaite longue vie. On aimerait que les dialecticiens de service du PCF s'amusaient à concilier en public leur soutien à l'escroquerie de la « détente » et leur soutien à la lutte des peuples indochinois. Tel est le contexte dans lequel il convient de placer le conflit vietnamien si l'on prétend tenter d'y comprendre quelque chose et ne pas voir la question par le petit bout de la lorgnette.

A chacun ses problèmes certes. Libre aux Chinois de voir dans l'URSS l'ennemi numéro un. Elle l'est peut-être pour Pékin, mais Pékin sait aussi, quand cela l'arrange, mener une politique étrangère parfaitement réactionnaire, au Bangladesh, au Soudan, à

Ceylan, etc.

Libre au Kremlin de proclamer (discours de Brejnev en Inde, etc.) que la paix est revenue au Vietnam, et que Formose est un grand pays démocratique et prospère, mais qu'on fasse alors l'économie, de ce côté-là, des grandes tirades sur l'aide à la libération des peuples. La vérité est que l'offensive impérialiste bat son plein et en particulier à Saïgon, c'est-à-dire dans l'une des capitales d'une Asie du Sud-Est de plus en plus soumise au deux néo-colonialismes américain et nippon.

Car, un an après la signature de l'accord de Paris sur le Vietnam, Washington poursuit toujours les mêmes objectifs : maintenir sous sa férule la moitié d'un peuple, lui injecter ses valeurs destructrices, autrement polluantes que la fumée des usines, tuer sa culture pour en faire une des multiples composantes de la société capitaliste USA incorporated.

Confrontés à des difficultés intérieures, conscients de l'échec de leur stratégie militaire au Vietnam, ayant à faire face à un profond malaise dans leur propre armée, les dirigeants américains ont été contraints, après de multiples tergiversations, et après avoir lancé des raids criminels contre les villes nord-vietnamiennes, de signer l'accord de Paris de janvier 1973. Les Vietnamiens ont accepté de signer car ce texte leur était favorable. Certes, il ne leur accordait pas autant qu'ils l'auraient voulu, mais il s'agissait d'un document positif pour eux. C'est bien pourquoi Nixon et Thieu n'ont cessé de tout mettre en œuvre pour en violer toutes les clauses.

L'accord qui a été répété et précisé par le communiqué conjoint Lê Duc Thôn-Kissinger de juin 1973 reconnaît l'existence dans le Sud de deux gouvernements, de deux armées, de deux zones de contrôle et de trois forces politiques : Saïgon, le GRP et la troisième force. Il prévoit la délimitation des zones de contrôle, le respect de toutes les libertés, la formation d'un conseil de réconciliation nationale, la mise sur pied progressive d'un gouvernement d'union nationale et l'organisation d'élections. Les armes devaient donc se taire tout de suite, et le combat devait être un combat politique, libre et ouvert.

Thieu, étranger chez lui

Thieu et Nixon ont bien sûr refusé : le maître et le serviteur savent fort bien que toute amorce de débat démocratique, de retour réel à la paix signifierait la fin de leur présence dans le pays. L'impérialisme a un besoin vital de dictature locale dans ce genre de pays s'il veut demeurer présent, écouté, et finalement imposer sa volonté. Il a horreur du peuple car le peuple ne veut pas de lui. Il lui faut donc l'asservir sans lésiner sur les moyens. Or les tensions sont telles au Vietnam et la tradition de lutte y est si développée que la réaction impérialiste est nécessairement criminelle.

C'est pourquoi Nixon a maintenu au Sud au moins vingt mille « conseillers » militaires et policiers, a continué d'apporter son aide technique et financière au système concentrationnaire et n'a bien sûr fait aucune pression sur Thieu pour qu'il libère les quelque deux cent mille prisonniers politiques qui croupissent dans les camps et les prisons. Mieux : les arrestations n'ont pas cessé. Tout opposant est un communiste en puissance, puisqu'il refuse de servir Thieu et Washington. Or, pour les pantins de Saïgon, un

communiste - ou prétendu tel - ne mérite que d'être affamé et, si possible, tué.

Thieu, qui a signé l'accord, n'a cessé d'affirmer qu'il n'y a qu'un gouvernement sud-vietnamien (le sien) et que le GRP n'est qu'un appendice de Hanoï. Thieu déclare, qu'il contrôle presque tout le pays et presque tout le monde. Pourquoi dans ces conditions ne laisse-t-il pas agir en liberté ses opposants qu'il déclare si faibles en si infime minorité ? Pourquoi demeure-t-il à la tête de l'un des plus grands systèmes concentrationnaires du monde s'il est si sûr de ses arrières populaires ? Ses gestes sont en parfaite contradiction avec ses paroles. A vrai dire, comme toute marionnette, Thieu est un étranger chez lui. Récemment, un de ses porte-parole affirmait que Hanoï est dirigé par des « vieillards séniles » ; cette imbécillité est très révélatrice du caractère étranger au Vietnam de la direction saïgonnaise. Quand on sait combien les « vieillards » sont vénérés dans cette société, et toujours respectés (comme l'était Ho Chi Minh), on mesure à quel point l'impérialisme a pu dévoyer certains esprits et transformer des « porte-parole » en voyous de snack-bars.

A vrai dire, Thieu n'avait pas le choix : produit de la guerre américaine, il ne pouvait pas se transformer en homme de la paix (d'ailleurs, il l'a dit lui-même un jour de franchise). Le retour à l'union nationale passe par sa disparition de la scène politique et une modification totale du caractère de l'administration et de l'armée saïgonnaises. Nixon le sait bien. Il reste que le GRP et Hanoï l'ont en quelque sorte piégé par l'accord de Paris qui ne parle certes pas de la disparition de Thieu - bien au contraire - mais qui prévoit le déclenchement d'un processus de réconciliation aboutissant au même résultat. C'est toute l'ambiguïté de l'accord, mais en même temps sa valeur profonde. Tant il est absurde de penser qu'on peut faire longtemps coexister des patriotes et des mercenaires et qu'on peut espérer bâtir une politique nationale avec, d'une part, un programme révolutionnaire et, d'autre part, un plan de conquête néo-colonialiste.

L'arrière-pays du GRP, c'est la République démocratique du Vietnam. L'arrière-pays de Thieu, c'est l'Amérique : la différence est de taille. Mais l'Amérique n'est pas la France d'autrefois, celle de Dien Bien Phu, exsangue, lointaine, et coloniale au sens du 19^e siècle du mot. Washington a décidé de ne pas « perdre » le Vietnam, les Américains ont, dès avant la signature de l'accord, livré à Thieu de fantastiques quantités de matériel militaire et ont tout fait pour mettre Hanoï à genoux. Ensuite, ils ont poursuivi leur aide

à Thieu et l'ont poussé à violer l'accord sur tous les plans politique, militaire et diplomatique. La situation a vraiment commencé à sentir le roussi en septembre-octobre 1973, l'armée fantoche ne prenant plus guère de précautions pour cacher ses actions. Ensuite, fin décembre, Thieu a ouvertement déclaré qu'il n'organiserait pas d'élections et, au début de janvier, il a officiellement demandé à ses troupes d'attaquer les zones libérées. Au même moment, les Américains confirmaient leur intention d'envoyer à Thieu une assistance militaire massive et, une fois de plus, le Pentagone menaçait de reprendre les raids aériens. Dernière décision de Thieu : au mépris de l'accord de Paris, il modifie la constitution afin de se donner tous les pouvoirs... jusqu'en 1980 !

Il s'agit bel et bien de méthodes de gangsters : on viole les accords, on affame les gens, on les insulte, on les attaque, on menace de les exterminer et, ensuite, on les accuse de préparer une offensive pour mieux « justifier » de nouvelles attaques plus massives. (Il y a de plus, diffusion calculée de rumeurs contradictoires : Thieu parle d'offensive communiste imminente alors que la C.I.A. en repousse l'éventualité à au moins six mois...). La ficelle est grosse comme une corde, le cynisme américain ne se pare pas de voiles, l'impérialisme tue au grand jour et pourquoi se gênerait-il quand, dans le monde, tout ce qui compte de puissances se tait, laisse faire pour préserver des intérêts nationaux.

Sihanouk a plusieurs fois déclaré que la troisième guerre du Vietnam était inéluctable étant donné le caractère de l'impérialisme qui ne se retire que défait, détruit, battu en rase campagne. Il n'est pas le seul à le penser. La question est cependant de savoir si cette guerre va prendre la même forme que les conflits passés, et en particulier le dernier.

redonner une âme de Vietnamien

Le GRP et la troisième force comptent en effet surtout sur une décomposition interne du régime fantoche ; une nouvelle offensive serait dans ses conditions évitable, quitte cependant à frapper ici et là durement pour défendre le territoire libéré et pour châtier l'adversaire. Mais si Thieu et les Américains frappent vraiment, lancent des raids massifs et une vraie offensive, il faudra bien se battre et peut-être pas seulement répondre aux coups donnés par les fantoches et leurs alliés. Il n'est donc pas sûr que les forces de libération puissent faire totalement l'économie d'une vraie guerre, mais cela ne dépendra pas d'eux - et on

peut penser qu'à Hanoi on ne verrait pas avec joie revenir les B-52 et les F-105.

Thieu a peut-être besoin - lui - d'une offensive et son rêve est au fond de pousser l'adversaire à bout pour le contraindre à attaquer, ce qui justifierait une nouvelle « aide » américaine et le vote de nouveaux crédits de guerre par le Congrès américain. La tâche de Nixon s'en trouverait facilitée : il pourrait persuader plus aisément les élus de la « nécessité » de reprendre les raids si les communistes attaquaient massivement, mais il ne pourrait sans doute pas renvoyer son infanterie.

Thieu a besoin de la guerre car elle justifie son existence politique - elle seule le peut - et le maintien sous les drapeaux de plus d'un million d'hommes. Le fascisme a perpétuellement besoin de conflits et de coups de force pour se maintenir au pouvoir. Il lui faut maintenir autant que faire se peut la cohésion de ses forces militaires et paramilitaires, les préserver de la contagion de la paix, les rendre dépendantes et clientes du bailleur de fonds étranger, les couper de la population, et ainsi tout mettre en œuvre pour empêcher le déroulement normal des luttes sociales et le développement de la culture nationale.

Ceci explique fondamentalement pourquoi Thieu refuse aux paysans le droit de regagner leurs terres et aux soldats celui de reprendre une vie normale dans la société. Ces derniers sont d'ailleurs pris au piège : clients des Américains, ils sont certes malheureux, mais ils perçoivent une solde maigre assurément, surtout dans un pays qui a dévalué la piastre à onze reprises en un an. Sans l'uniforme, ils rejoindraient les rangs de plus en plus fournis des chômeurs et des miséreux.

Car la crise sociale prend de l'ampleur au Sud. Le départ des troupes américaines a laissé un grand vide que les subsides de Washington ne peuvent quand même pas remplir totalement. Toute une population de travailleurs, de petits commerçants, de putains, vivait accrochée à l'armée étrangère, et le régime Thieu n'a bien sûr pas pu leur offrir une quelconque reconversion. Le risque étant de les voir constituer une dangereuse armée de mécontents et donc d'opposants, ce régime a encore accentué son caractère autoritaire.

Thieu et ses protecteurs ont peut-être, un moment de 1973, misé sur une défaite politico-économique du GRP par une rapide construction du « bien-être capitaliste » dans le territoire contrôlé par Saigon. Il fallait pour cela donner une base sociale au régime et poursuivre la mise en condition d'une grande partie de la population, urbaine

surtout. Le travail avait déjà été fortement et consciemment avancé du temps de la présence militaire américaine : on allait convertir les Sud-Vietnamiens à la société de la moto et de la voiture, et la déraciner à ce point qu'elle deviendrait docilement un pion de l'empire américain, coupée de ses sources historiques et culturelles et bien sûr étrangère au Nord et aux révolutionnaires sudistes.

Il serait d'ailleurs dangereux de méconnaître les ravages qu'une telle stratégie a causé : ça a « marché » pendant un temps, même si le phénomène était souvent artificiel. Les révolutionnaires le reconnaissent : il y aura fort à faire dans l'avenir pour redonner une âme de Vietnamiens à des centaines de milliers de victimes - des victimes de guerre, elles aussi, en un sens.

marasme

Nixon n'a pas à cet égard, là non plus, changé de stratégie après la signature de l'accord et les Vietnamiens ont raison de dénoncer le néo-colonialisme américain. Mais, d'une part, il aurait fallu, pour que ce calcul se révèle exact, que l'armée soit en grande partie dégonflée, car elle pèse trop lourd sur le budget, et, d'autre part, il aurait fallu que les capitaux étrangers affluent pour donner un coup de fouet à une économie malade. Rien de tel ne s'est encore produit.

La présence d'une armée révolutionnaire impose à Thieu de conserver de très nombreuses unités et, comme il a été dit plus haut, la situation est telle que Thieu est contraint d'utiliser ses forces. Il ne peut donc désarmer et donc laisser ses troupes inactives. La logique même du système américain qu'il incarne le contraint à dépenser plus de la moitié de son budget pour l'armée et la police. Autant de moins pour le développement et les diverses tâches civiles. Thieu est donc coincé. Il ne peut par définition se reconverter.

On dit que certains experts américains se creusent la tête pour faire sortir le régime de cette impasse : qu'ils ne se fatiguent pas, ils ne pourront rien faire. Conseiller à Thieu de démobiliser une bonne partie de son armée c'est l'amener à jouer le jeu des accords, et donc à se suicider.

Prévoyant la fin de l'engagement militaire direct des Etats-Unis, plusieurs organisations internationales dominées par l'impérialisme et plusieurs groupes de travail américains ont depuis longtemps établi des plans de « reconstruction » du Sud, c'est-à-dire de colonisation totale. Ils espéraient notamment qu'une fois la paix revenue,

les capitaux étrangers afflueraient créant des emplois, élargissant le support social de Thieu et cassant la voie révolutionnaire. On referait une nouvelle Corée du Sud, ou un nouveau Formose, et on intégrerait le Vietnam du Sud dans l'ensemble néo-colonisé de l'Asie du Sud-Est. Par la même occasion les firmes multinationales trouveraient une bonne source de profits rapides puisque la main-d'œuvre serait bon marché et forcément docile, le régime étant musclé.

Mais tout indique que cette voie-là est elle aussi bouchée. Les capitalistes ne sont pas forcément fous et ils ont jusqu'à présent refusé d'injecter des doses massives de capitaux dans le Sud. La situation militaire ne leur paraît pas encore stabilisée (et au risque de se répéter, il faut redire qu'elle ne peut l'être par ce même Thieu qui a tant besoin des capitaux). La crise sociale montante ne leur dit rien qui vaille. Alors, ils prennent des options, sur le pétrole par exemple. Mais d'une part on ne sait pas au juste s'il y en a beaucoup et d'autre part, même si les prospections se révèlent assez fructueuses, il faudra beaucoup de temps avant que l'exploitation apporte de grosses recettes au budget de Saigon. De plus, ce type d'industrie est par définition créateur d'enclaves étrangères dans un pays : il n'a pas d'effet d'entraînement réel sur le reste de l'économie et il ne crée aucun emploi. Thieu a fait beaucoup de bruit autour de son pétrole, mais ce n'est pas ainsi qu'il sera sauvé.

En fait, le « président » - général ne parvient plus à maîtriser une situation pour laquelle il n'a pas été créé par l'impérialisme. La société qu'il prétend diriger se désagrège et ce n'est pas un hasard si, depuis des semaines, Hanoi et le GRP insistent dans leurs publications sur cet élément capital de la crise. Pour trouver des arguments, ils n'ont qu'à lire la presse saigonaise, qui, pour être la plupart du temps « dans la ligne », ne parvient cependant pas à camoufler un marasme sans cesse aggravé.

chaque grain de riz

Thieu a beau tenter de faire donner à plein la fiscalité, il ne peut sans risque aller trop loin ; il a même pris en 1973 des mesures totalement inadaptées qu'il a dû ensuite rapporter -ainsi la création d'une taxe à la valeur ajoutée qui n'a fait que relancer une inflation déjà chronique. Les exportations sont au moins vingt fois inférieures aux importations, ce qui accroît encore la dépendance du régime vis-à-vis de l'étranger (américain). « **La réalité concrète a enlevé aux masses toute illusion sur le gouvernement**

dont le comportement contredit leurs propres aspirations », écrit un journal saïgonnais.

L'inflation généralisée des produits de première nécessité atteint durement les masses. Elle porte aussi un coup aux fonctionnaires et à l'armée qui ont certes des revenus assurés, mais dont la valeur fond. Pour ne pas mécontenter trop ce qui constitue sa base « sociale », le régime doit de temps à autre augmenter rémunérations et soldes ce qui tire encore un peu plus sur un budget qui ne peut guère être consacré aux dépenses d'équipement et de développement et attend les subsides des Etats-Unis pour avoir un semblant d'existence. A la fiscalité légale s'ajoute la fiscalité illégale, celle que prélèvent les détenteurs du pouvoir, à tous les niveaux, par le biais de la corruption et de l'escroquerie généralisées. Thieu déclare que chaque grain de riz est une balle tirée contre les communistes, ce qui permet à ses sbires de voler les céréales, d'affamer la population sous prétexte de contrôles cependant que de grosses quantités de céréales passent en zones libérées où le riz paraît être fort bien payé.

complicité de Paris

La société du Sud est ainsi devenue une société déboussolée, malade. La presse dénonce la multiplication des vols à main armée, des meutres, des actes de banditisme en tout genre, sans dire que l'exemple vient de très haut, de Washington et de Saïgon. « **Nous détenons le record absolu des maladies vénériennes dans le Sud-Est asiatique** » écrit un quotidien. Une bonne partie des enfants de la petite et de la grande bourgeoisies s'adonnent aux drogues - fléau urbain qui fait de plus en plus de ravages, qui atteint des couches sociales à la fois démoralisées et ayant de l'argent, et rapporte bien sûr aux racketteurs bien protégés sévissant dans les hautes sphères de l'Etat.

Tel est le « monde libre » que Nixon veut « protéger », par Thieu interposé, et si nécessaire directement, pour prévenir une défaite totale de l'impérialisme en Indochine. Les raids aériens sauvages contre le Cambodge jusqu'au 15 août 1973, la poursuite de l'aide aux caricatures de fantoches au « pouvoir » à Phnom-Penh n'ont pas d'autre sens. Le Vietnam a joué un rôle trop important dans l'histoire contemporaine pour que les dirigeants américains s'avouent vaincus et acceptent de partir autrement que contraints et forcés.

On n'en est pas encore là, il faut le souligner, et la lutte des Vietnamiens risque de connaître bien des rebondissements sanglants. Les Américains

ne feront rien pour leur faciliter la tâche et laisseront derrière eux une terre brûlée, un immonde gâchis. Quoi qu'il arrive, le Vietnam est malade pour le restant du siècle au moins.

Les Vietnamiens se font peut-être parfois quelques illusions. Dénonçant en novembre la politique de Nixon, **Sud-Vietnam en lutte**, organe du GRP, écrivait dans un éditorial que « **le crédit international de la Maison Blanche est à son niveau le plus bas** ». Est-ce bien sûr ? Kissinger n'apportera sans doute pas une véritable paix au Proche-Orient, et il est vain de nier que l'impérialisme y marque des points. Il a su profiter à plein de la « crise » du pétrole. Il a su retourner à son profit les « crises » monétaires internationales et le dollar réapparaît en janvier comme le digne reflet monétaire de la première puissance mondiale. Même si le scandale doit avoir des conséquences sur l'avenir personnel de Nixon. Watergate n'entame pas plus la machine économique américaine que les écoutes du « Canard Enchaîné » ne portent tort au CNPF.

De plus, un certain nombre de pays apportent leur assistance aux Américains dans leur entreprise de consolider le pouvoir de Thieu : ceci est vrai de Tokyo, de Londres, de Bonn, mais aussi de Paris. Jobert fait mine de condamner en paroles le condominium soviéto-américain, mais il apporte de l'eau au moulin impérialiste en nouant de cordiales relations avec Thieu, en l'assurant de versements réguliers de crédits, en poussant banquiers et industriels français à investir au Vietnam du Sud. Paris se fait donc officiellement le complice des bourreaux de Poulou-Condor et autres sinistres camps de concentration. On renoue après tout avec une solide tradition : Poulou-Condor est une invention du colonialisme français ainsi d'ailleurs que la trop fameuse Cochinchine, devenue le Vietnam du Sud.

Courant d'une crise à l'autre, manquant d'analyse cohérente de la stratégie impérialiste, s'empêtrant dans les débats « européens », n'ouvrant pas réellement le débat sur la « détente », la gauche française se trouve démobilisée face aux questions indochinoises - et la signature de l'accord de Paris a accéléré ce processus tant elle a pu faire illusion. Il serait pourtant grand temps de réagir et de ressortir un dossier que les Américains n'ont pas l'intention de fermer.

Il y a d'autant plus urgence que nous sommes directement concernés par l'attitude du gouvernement français qui se découvre une vocation asiatique notamment marquée par l'envoi en été 1973 de Missoffe en Indochine. Il y eut ensuite le voyage de Giscard d'Estaing en Malaisie. Il y eut aussi les variations des discours de Jobert sur

le Cambodge : un jour dans le camp américain, le lendemain, un peu plus prudent, en fonction des sautes, du vent c'est-à-dire du combat des libérateurs du Cambodge.

Or Paris a signé l'acte final de la conférence internationale sur le Vietnam et doit en tirer les conséquences. Il faut donc tenir la balance égale entre Saïgon et le GRP, placés à égalité lors de la conférence. L'aide ne doit pas seulement bénéficier aux fantoches - dans la mesure où ils « doivent » être aidés - mais elle doit aller aussi dans les zones libérées. Au nom de quel droit le gouvernement français finance-t-il les pantins proaméricains et laisse-t-il affamer et bombarder les populations libérées ?

Jobert répond qu'aucun pays n'a depuis la signature de l'accord, modifié son attitude. Quel argument ! S'il peut d'ailleurs être appliqué aux pays signataires de l'acte final, il ne peut l'être à tous les autres pays. Le Sénégal, qui n'a pourtant rien de très progressiste, mais a d'excellentes relations avec le gouvernement royal cambodgien, a tenté d'avoir des liens avec les deux pouvoirs sud-vietnamiens ; il a reconnu le GRP sans rompre avec Saïgon. Mais c'est Saïgon qui a rompu et Senghor n'est pas revenu pour autant sur sa décision. Il a contribué à souligner un peu plus la mauvaise foi de Thieu.

les barbares

Isolé des masses du Sud, celui-ci doit être isolé diplomatiquement ; tout doit être mis en oeuvre à cette fin en sachant très bien que la cible à atteindre se situe d'abord à Washington. L'ennui est que les pays communistes n'aident guère à la réalisation de cette tâche. Moscou a certes conclu un accord d'aide avec le GRP, mais que veut dire Brejnev lorsqu'il considère la guerre comme terminée alors qu'elle risque de se poursuivre pendant encore très longtemps ?

On n'entend guère de voix soviétiques s'élever - en tirant les conséquences politiques - contre les menaces américaines de relancer la guerre à outrance. Moscou n'a-t-il pas signé un certain acte de la conférence de Paris qui scellait un certain accord et notamment un certain article 7 interdisant l'envoi d'armement à Thieu ? Rien apparemment ne peut freiner la « détente », c'est-à-dire la stratégie renforçant les intérêts d'Etat de la puissance soviétique. Brejnev parle de « paix » alors que le GRP dénonce « **la situation explosive actuelle** »...

L'évolution du conflit vietnamien est de toute façon une bonne et salubre, encore que malheureuse leçon. Elle montre une fois encore qu'aucune confiance ne doit être accordée à la puissance américaine et aux documents que signent ses représentants. L'Amérique est une puissance d'une totale férocité : mieux vaut avoir en tête cette évidence que de s'extasier avec les badauds sur les exploits de Kissinger, ce chantre d'ailleurs souvent très franc de l'impérialisme. Mieux vaut avoir en tête ce jugement d'un avocat sud-vietnamien, que rapporte Noam Chomsky dans un livre récent :

« Longtemps après le départ des Américains, nous aurons nos propres procès de Nuremberg. Les Américains parleront alors de propagande communiste ou asiatique, mais n'oubliez pas que, pour la moitié de la population du monde, les Américains seront considérés comme des barbares ».

Ce qui s'est passé jusqu'à présent au Vietnam, ce qui s'y passe et s'y passera encore sans aucun doute doit nous convaincre de nous joindre à cette moitié-là, de dénoncer les barbares, et d'agir en conséquence.

Jacques RENNES. ■